

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Transport du personnel: un protocole d'accord entre la Zerp, GSEZ et Trans'Urb

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

DESSERVIR l'intérieur de la Zone économique à régime privilégié de Nkok (Zerp), en transportant tous les travailleurs exerçant au sein des entreprises installées sur place, les apprenants du Centre de formation professionnelle et les corps administratif et pédagogique. C'est l'objet du protocole d'accord signé entre l'Autorité administrative de cet espace économique, l'organe d'aménagement GSEZ et la société de transport en commun Trans'Urb, le 8 septembre dernier. Ce partenariat scellé à la suite de moult concessions entre les différentes parties vise spécifiquement à soutenir les opérateurs économiques présents à Nkok. En leur apportant une réponse efficace et efficiente à l'épineux problème du transport au sein même de cette zone, qui s'étendra à l'issue de la 2e

phase sur 1 126 hectares. À cet effet, son administrateur général, Anne Nkene Biyoo, a indiqué que la signature de ce protocole d'accord souligne toute l'importance accordée par le sommet stratégique dans l'amélioration des conditions de travail des employés de cet espace économique. Et le manager de préciser que "chaque jour, c'est environ 6 000 personnes qui y travaillent, sans oublier les visiteurs. Il était donc nécessaire de mettre en place un réseau de transport en commun qui dessert toutes les artères de la Zerp de Nkok". Pour le directeur général de Trans'Urb, l'entreprise qui fait office de nouvel acteur du transport urbain au sein du Grand Libreville, ne pouvait qu'être un partenaire de la zone innovante de l'économie gabonaise. Et Joël Lehman Sandougout de rassurer: "Dans un partenariat qui devrait être gagnant-gagnant, en termes de visibilité, il nous appartient

désormais de faire valoir notre professionnalisme".

De manière pratique, dès ce lundi 13 septembre, Trans'Urb va desservir gratuitement un réseau de 5 lignes constitué de 67 points d'arrêt. De 6 heures à 20 heures, les 7 bus mis à disposition vont permettre aux employés de 83 entreprises de rallier promptement leurs postes de travail. Un bus sera stationné à l'entrée 1 pour les élèves du Centre de formation et les visiteurs de cette partie.



Photo: DR

Les trois parties après le paraphe du protocole d'accord.

OAA : l'Afrique centrale derrière Andrew Crépin Gwodog

L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR général de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) et président de la Fédération gabonaise des assurances (Fegasa) représentera pour un second mandat les pays d'Afrique centrale au sein du Comité exécutif de l'Organisation des assurances africaines (OAA).

Le clin d'œil de *lybek*



MSM
Libreville/Gabon

INITIALEMENT prévue en 2020, mais reportée pour des raisons sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, les acteurs du secteur de l'assurance et de la réassurance du continent ont été, du 4 au 8 septembre 2021, en conclave à Lagos, au Nigeria, dans le cadre de la 47ème Conférence de l'Organisation des assurances africaines (OAA) et de l'Assemblée générale annuelle sur le thème central: "Reconstruire l'économie en Afrique - Perspective de l'Assurance". Cette édition a regroupé 750 participants issus de 44 pays, dont 195 en distanciel par visioconférence. En marge de la Conférence et de l'Assemblée générale, le Comité exécutif de l'OAA a recommandé le renouvellement, pour une durée de 3 ans, du mandat de Dr Andrew Crépin Gwodog du Gabon, au Comité exécutif, représentant l'Afrique centrale. L'Administrateur-directeur général de la SCG-Ré et président de la Fédé-

Photo: dr



Le comité exécutif de l'Organisation des assurances africaines (OAA).

ration gabonaise des assurances (Fegasa), représentera donc pour un second mandat les pays de la sous-région au sein du Comité exécutif de l'OAA. Cette candidature, convient-il de le rappeler, est endossée par les représentants des États membres de la CEEAC. Le Dr Andrew Gwodog a dédié cette nomination à tous les marchés d'Afrique centrale pour le consensus fait autour de sa candidature. Il a également exprimé sa gratitude aux plus hautes autorités gabonaises, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, pour toutes les dispositions prises en vue de rendre visibles les activités du marché gabonais des assurances. C'est sur une note d'espoir qu'il

s'est dit prêt à poursuivre son œuvre au sein du Comité exécutif comme représentant des pays d'Afrique centrale en attendant les assises de 2023 à Libreville. En effet, le Comité exécutif de l'OAA a également confirmé la décision, qui a été entérinée au cours de l'Assemblée générale, de confier au Gabon l'organisation du Forum de la réassurance africaine en 2023. Pour rappel, l'OAA (AIO en anglais) est une organisation non-gouvernementale créée en 1972, reconnue par plusieurs gouvernements des pays africains et dont le siège est au Cameroun. Elle compte actuellement 287 membres dans 50 pays en Afrique, et des membres internationaux associés dans 5 pays.